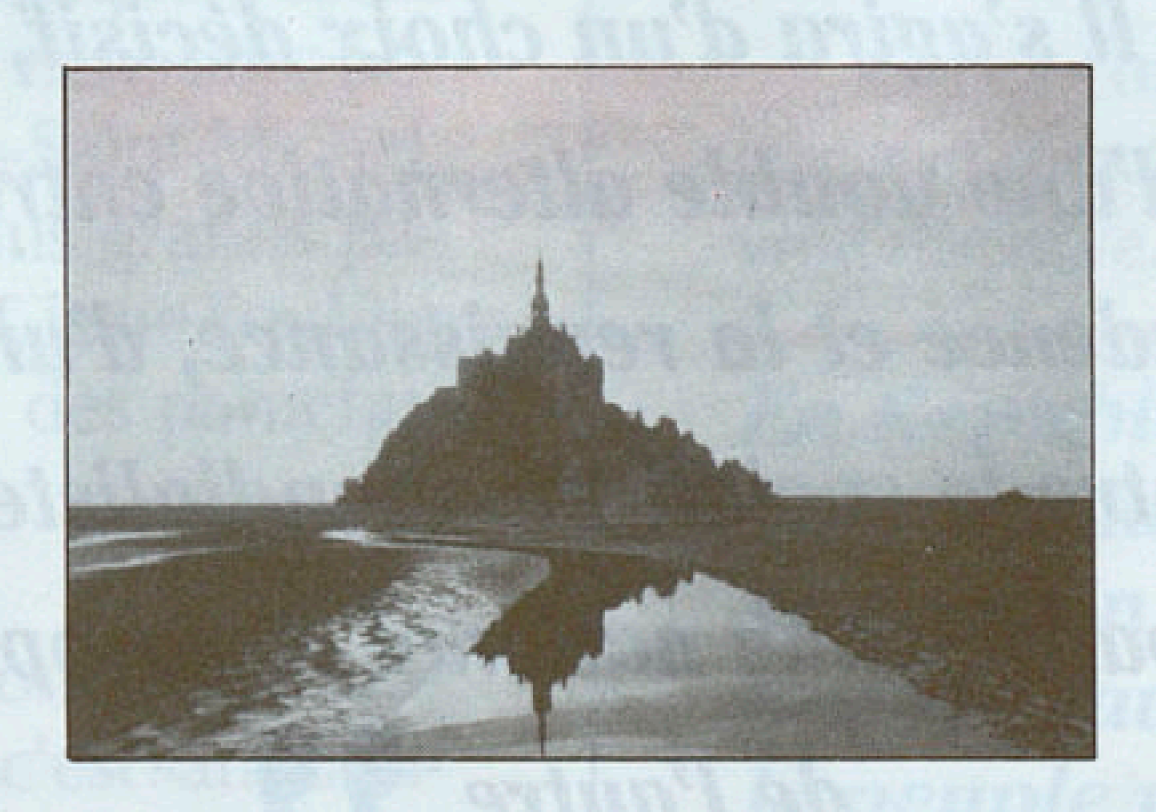
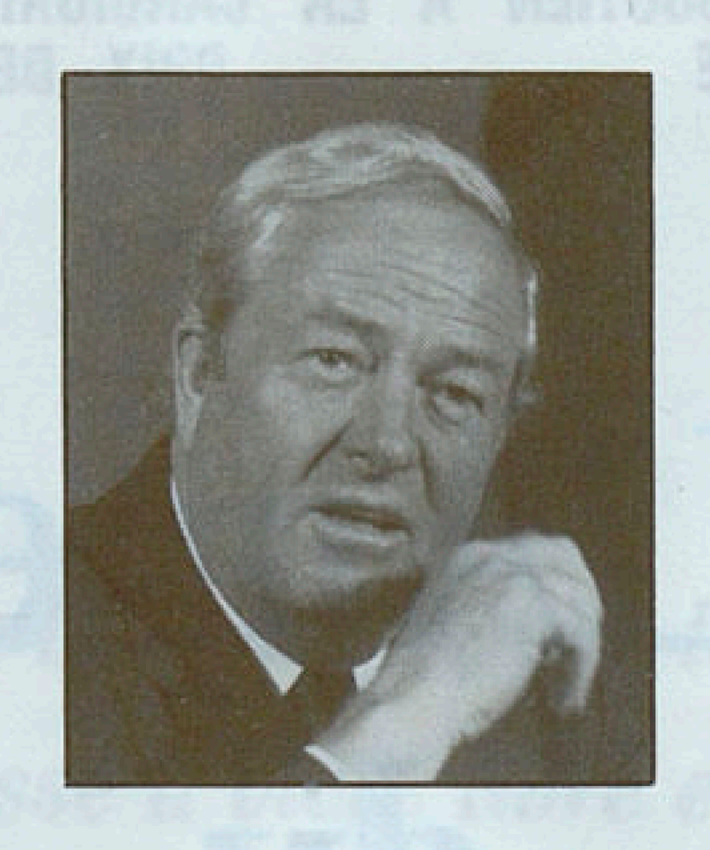
ÉDITÉ PAR LE COMITÉ DE SOUTIEN À LA CANDIDATURE DE JEAN-MARIE LE PEN À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
PRIX DE SOUTIEN : L'EXEMPLAIRE 20 F

L'Appel du Mont-St-Michel



de Jean-Marie Le Pen au peuple de France

3 novembre 1987



“L’élection Présidentielle revêtira
l’an prochain un caractère exceptionnel.
Il s’agira d’un choix décisif,
d’une double alternative entre
la décadence et la renaissance, d’une part,
entre le socialisme mondialiste et
le patriotisme national et européen
de l’autre”



Je suis comme ce voyageur ou ce pèlerin, à mi-chemin de sa route, qui s'accorde une étape pour reposer son corps, étudier le chemin qui reste à parcourir et tirer le bénéfice de l'expérience du chemin parcouru.

Ma visite en ce très haut lieu historique et spirituel de la France revêt pour moi un caractère encore plus émouvant puisque c'est la première fois que je viens faire pèlerinage au Mont-Saint-Michel, l'un pourtant des plus grands patrons de la France et, je ne l'oublie pas aussi, le patron des parachutistes.

On dit que cordonnier est souvent mal chaussé et c'est sans doute la raison pour laquelle, au cours de mes visites et de mes voyages, je n'ai jamais eu la possibilité de venir jusqu'au Mont. La Providence réservait sans doute cette éventualité pour aujourd'hui, afin de donner à cette manifestation un caractère particulièrement solennel et symbolique.

Il y a six mois, j'annonçais, dans mon village natal de La Trinité-sur-Mer, mon intention d'être candidat à la Présidence de la République française en 1988 et de mener tout au long de cette année une campagne d'information du peuple français.



En République, c'est la volonté du peuple souverain qui fait loi. Encore faut-il, pour que le peuple puisse exprimer une volonté cohérente et dynamique, qu'il soit clairement informé des données de son présent et des perspectives de son avenir.

Car ce choix l'engage, dans les circonstances présentes, dans une voie décisive.

En République, c'est la volonté du peuple souverain qui fait loi. Encore faut-il, pour que le peuple puisse exprimer une volonté cohérente et dynamique, qu'il soit clairement informé des données de son présent et des perspectives de son avenir.

J'ai, depuis six mois, parcouru la France, ses villes, ses campagnes. J'ai rencontré son peuple dans son infinie variété de paysans, d'ouvriers, d'artisans, de commerçants, d'artistes, de cadres, de fonctionnaires.



Je les ai écoutés exprimer leurs déceptions, leurs inquiétudes et leurs espoirs. Je me suis efforcé de leur dire la vérité qu'on leur cache sur mes idées, mon programme, moi-même, sur le grand courant national qui est né et qu'il faut renforcer jusqu'à la victoire.

Au cours de cette période, je n'ai guère été ménagé ni par mes adversaires politiques ni par les autres. La calomnie a eu la part belle avec l'hypocrisie sa sœur jumelle et j'ai été servi, plus souvent qu'à mon tour, de ces bols de crapauds vivants dont parlait Clemenceau, tour à tour par Basile, Tartuffe, Scapin ou Vidocq.

Il en faudrait plus pour me décourager. Et la fidélité, le dévouement, la confiance des miens et de beaucoup de Français m'ont aidé à surmonter ces épreuves et je suis aujourd'hui plus déterminé que jamais, à mener à bien l'ouvrage politique que j'ai entamé.

Je suis de ceux qui ont une haute opinion de la politique, non pas de celle qui est, de celle qui devrait être. Elle est un art, une science, un sacerdoce.

Elle est un art : celui du bien public, que Platon plaçait au premier rang, à cause de sa noblesse et sans doute de sa difficulté. Art médiatique par excellence, art d'interprétation des aspirations, des espoirs et des refus du peuple en direction du pouvoir, mais aussi d'explication et de propositions en direction du peuple.

Je suis de ceux qui ont une haute opinion de la politique, non pas de celle qui est, de celle qui devrait être. Elle est un art, une science, un sacerdoce.



La politique est une science, la plus importante des sciences humaines, celle de l'intérêt commun du peuple et de la nation. Les partis ne sont pas libres d'en décider. Elle a ses propres règles, ses principes, ses lois, dont la valeur a été vérifiée au long des siècles d'expériences humaines douloureuses et fécondes. L'univers, du plus petit de ses éléments au plus grandiose, l'inanimé et le vivant, les individus et les collectivités aussi obéissent aux nécessités d'une harmonie. Que ceux qui disposent d'un libre

arbitre les violent et tôt ou tard la nature les sanctionnera impitoyablement.

Mais la politique est aussi un sacerdoce, celui du service de la communauté entendu comme un dévouement désintéressé à la cause des entités naturelles que sont la famille, la cité et couronnant le tout : la nation.

Or chez nous, la pratique politique ne cesse de se dégrader et de s'avilir. Aujourd'hui, les illusions humanitaires et les phantasmes idéologiques masquent les réalités, tandis que les prismes médiatiques déforment jusqu'à la caricature les hommes et les idées. Mais les faits sont têtus, et quand les problèmes sont ignorés, écartés ou réputés tabous, ils demeurent néanmoins, continuent de s'aggraver et pèsent de plus en plus lourd sur notre avenir.

Ainsi en est-il du chômage, de l'immigration étrangère, de la dénatalité, de l'insécurité intérieure et extérieure, de l'étatisme bureaucratique et fiscaliste, du laxisme moral, sans parler de la menace gravissime que fait peser sur le monde entier la récente épidémie de sida.



L'Etat pléthorique, impotent, écrase le pays sous son poids et accapare la moitié de la substance économique produite chaque année par les Français.

Incapable d'affronter les défis non plus que les dangers de notre temps, la classe politique tiraillée entre coteries bureaucratiques et syndicats d'intérêts se coupe chaque jour davantage du peuple qu'elle est pourtant censée représenter, conduire et défendre.

Les partis, à commencer par ceux de la majorité, ne sont préoccupés que de leur survie et leur horizon se borne à celui des échéances électorales les plus immédiates. N'est-il pas remarquable que le souci le plus urgent du gouvernement issu des élections législatives de 1986 ait été le changement de mode de scrutin applicable pourtant en 1991 ?

Le Parlement a continué et continue de donner pendant le débat budgétaire le spectacle de son absence. Absence physique des députés mais surtout absence politique d'une institution réduite aux apparences.

Le gouvernement écartelé dans la cohabitation et par le bicéphalisme, n'est attentif qu'à garder l'appareil d'Etat à la disposition de la candidature de son chef et se contente d'expédier les affaires courantes.

Tous ces symptômes témoignent de manière irréfutable d'une décadence grave de la politique nationale. C'est pourquoi l'élection présidentielle revêtira l'an prochain un caractère exceptionnel. Il s'agira d'un choix décisif, d'une double alternative entre la décadence et la renaissance, d'une part, entre le socialisme mondialiste et le patriotisme national et européen, de l'autre.

C'est le pacte que je propose clairement au pays en m'engageant à l'associer étroitement dans une démocratie de participation aux choix décisifs de son avenir, par l'élargissement du référendum et l'institution du référendum d'initiative populaire.



Contrairement aux autres candidats qui souhaitent que la campagne électorale soit la plus courte possible, car ils n'ont rien à dire aux Français, j'ai voulu que ceux-ci sachent la vérité. En 1988 il ne s'agit pas d'une élection ordinaire, de choisir tel ou tel homme. Il s'agit d'un choix capital, d'un choix historique pour la France et les Français.

Certains processus de décadence politique, économique et morale sont en effet près de franchir le point de non-retour. Après il serait trop tard pour réagir.

A la philosophie fumeuse des Droits de l'Homme commune aux quatre partis communiste, socialiste, RPR et UDF, qui livre notre pays à l'influence et à l'invasion étrangères, j'oppose celle des droits du citoyen, celle des droits du peuple français et de la nation, partie intégrante de l'Europe des Patries.



Le futur chef de l'Etat ne peut être que le chef d'un Etat national, c'est-à-dire qui défende en toute priorité le territoire national, l'indépendance nationale, l'identité nationale, le patrimoine national, au bénéfice du peuple français.

Au fond, comme toujours, le grand débat sera celui du système de valeurs qui fonde l'action politique.

Quelles sont les valeurs que prônent mes adversaires ? Dans presque tous les domaines, et d'abord dans celui fondamental de l'éducation, ils ne proposent que des valeurs "inverties".

Notre société politique n'a plus ni le courage ni la force d'aller à contre-courant du déclin. Elle invite la France à vivre en viager en espérant une mort douce.

A leur droit à la mort, de l'avortement ou de l'euthanasie, nous opposons le droit à la vie de la famille et de l'enfant. Au droit à l'oisiveté sociale, nous opposons le droit au travail. Au droit à l'immigration, nous opposons le droit des nationaux. Au droit à la déviance, à la drogue, à la pornographie, nous opposons la morale naturelle, celle des dix commandements.

Notre société politique n'a plus ni le courage ni la force d'aller à contre-courant du déclin. Elle invite la France à vivre en viager en espérant une mort douce.

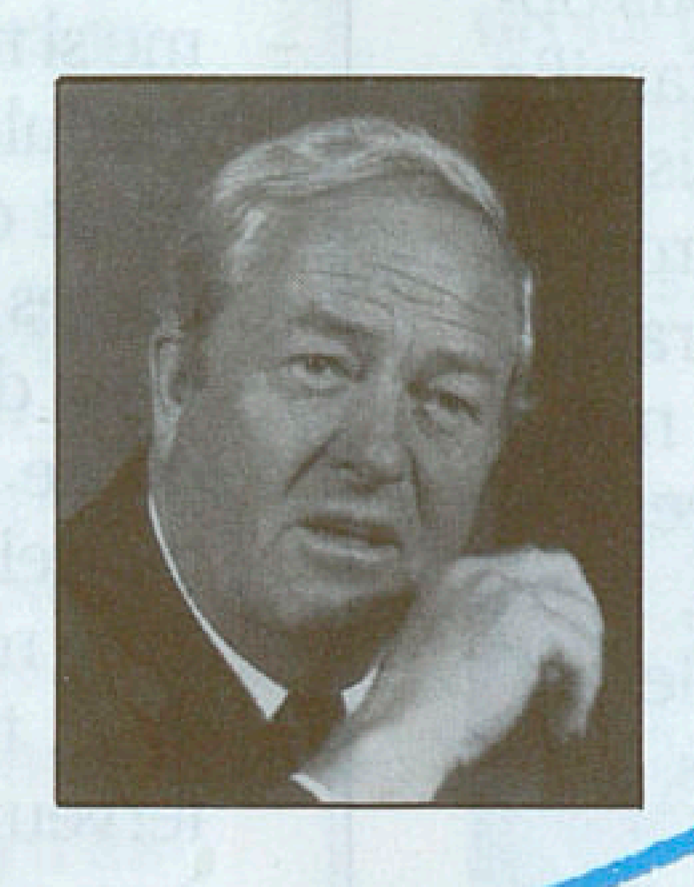
Je me bats, moi, pour les droits de la jeunesse à vivre libre et heureuse sur la terre de ses pères, pour le droit des générations futures à lui succéder. Pour que le nom de la France et de l'Europe continue de briller dans le monde.

J'ai confiance dans l'instinct de notre peuple pour, à l'instar de saint Michel, combattre les démons du renoncement, du déclin, de la décadence, de la servitude.

Au moment de conclure cette brève déclaration, permettez-moi d'emprunter une conclusion à Jean de la Varende qui évoquait le Mont-Saint-Michel dans "Le Centaure de Dieu" : Quelles que soient les croyances et quels que soient les rêves, l'exemple qu'offre le Mont est de valeur complète même si nous l'humanisons. Que l'incrédule garde en son cœur le sentiment de clarté qui fut ici honoré sur les autels et vénéré dans le plus beau des reliquaires. Qu'il s'exalte de ce château unique dont l'immortel châtelain est une vertu. Pour nous qui demeurons dans les lieux traditionnels et soumis aux ferveurs anciennes, unissons-nous à sa puissance, à son espoir. Qu'il nous transfuse sa vaillance ; que cette âme héroïque devienne nôtre. ■

Jean-Marie Le Pen

“Je me bats, moi, pour les droits de la jeunesse à vivre libre et heureuse sur la terre de ses pères, pour le droit des générations futures à lui succéder. Pour que le nom de la France et de l’Europe continue de briller dans le monde.”



Diffusez cet Appel autour de vous pour faire connaître notre pensée et apporter une contribution directe au budget de la campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen. Adressez votre commande accompagnée du paiement à Cotelec, 6, rue de Beaune - 75007 Paris.
10 exemplaires : 200 F - 50 exemplaires : 750 F - Par 100 exemplaires : 1.000 F le cent.

EUROPARIS-CONSEIL R.C. 329 769 749 00014 PHOTOS J.PH. LENGLET